

LA VIOLENCE OUVRIÈRE N'EST PAS TOUJOURS SYNONYME D'AUTONOMIE OUVRIÈRE

« Ce terrible événement doit rappeler que l'exercice de la force n'est qu'un outil (et pas neutre) dont, en certaines circonstances, le mouvement peut ou doit se saisir. En soi, l'action violente n'a aucune valeur politique. Elle peut, et ce fut le cas dans l'épisode de la banque Marfin, se muer en un instrument hautement nuisible. Utilisée de la sorte, elle est uniquement l'expression d'une terrible vacuité de la pensée et aucunement une expression de force collective. L'emploi de cet outil doit donc en toutes circonstances être soigneusement pesé. Si l'organisation prolétarienne n'est jamais un luxe mais une nécessité permanente de la lutte de classes, l'action collective concertée et bien préparée est la condition sine qua non de toute initiative de force.

L'exercice de la force est une caractéristique constante de toute expression prolétarienne indépendante, de la simple assemblée, à la grève, à l'occupation, à la manifestation et plus encore. La reconnaissance de cet état de fait ne doit pas cacher ou faire sous-estimer les dangers inscrits dans son emploi. L'un d'entre eux qu'il faut veiller à surveiller est celui relatif à la constitution de corps séparés et spécialisés.

Les cibles éventuelles du mouvement doivent être poursuivies avec le maximum de rigueur et d'organisation pour éviter à tout prix les « accidents » du type de celui qui s'est produit. L'exaltation de la spontanéité et de la destruction, dans ce domaine plus qu'ailleurs, est en soi pernicieuse. L'avalanche d'explications débilés sur les responsables (provocation fasciste ou policière) et sur les coupables (le patron bien sûr, les employés non-grévistes) montre le désert d'intelligence politique des milieux qui se prétendent très, très révolutionnaires. Ce sont les mêmes milieux qui se sont faits les vestales de la révolte de décembre 2008. »¹.

Pour répondre aux questions sur la violence, le texte qui suit comprend :

- Une partie qui rappelle nos principes sur la question,
- L'étude de trois exemples récents :
 - Lonmin (Afrique du Sud, juillet-août 2012),
 - Suzuki Maruti (Inde, juillet 2012),
 - Foxconn (Chine, septembre 2012).
- Une tentative de conclusion.

QU'EST-CE QUE LA VIOLENCE ?

La question de la violence est souvent mal comprise. « La violence n'est ni bonne, ni mauvaise, elle est » comme on disait autrefois².

Selon Karl Marx, elle est une force économique quand elle est une expression collective massive. Par la violence, on conquiert de tous temps des territoires et des ressources, on soumet des peuples et des classes, on étend la domination sur le travail et le produit de la société. Aussi, selon une antique bien connue, la violence est la continuation de la politique. Du point de vue de la classe ouvrière, la forme politique de son combat indépendant est une nécessité qui correspond à sa nature duale de classe de ce monde et de classe révolutionnaire. Nous écrivions récemment :

« La classe qui est dépossédée de tout, par laquelle cependant tout procède en dernier ressort, y compris le pouvoir politique, la dictature dans ses différentes formes, des classes dominantes. Quoique porteuse d'un contenu social supérieur, d'un mode de reproduction de l'humanité enfin libéré de l'oppression, la classe ouvrière doit donner une forme politique à son mouvement.

1 Lettre de Mouvement Communiste n°32 « Grèce : la crise fiscale de l'État remet à l'ordre du jour la nécessité d'une politique ouvrière indépendante », mai 2010.

2 Article de *Potere operaio*, n°3, 2-9 octobre 1969.

La forme politique s'impose par sa double nature de classe de ce monde et d'instrument social central de son renversement. La forme politique correspond à cette dualité et à une organisation sociale pleinement conforme au capital. A la différence des autres classes révolutionnaires du passé, le prolétariat ne dispose d'aucun moyen de production propre autre que sa force de travail. Il ne peut donc pas s'émanciper progressivement du mode de production présent en faisant l'économie d'un choc frontal avec l'Etat, ce concentré de la force des rapports sociaux dominants.

Bien entendu, quand nous parlons « politique » nous tournons le dos à la définition qui en est donnée par la bourgeoisie d'art de la médiation et du compromis. La révolution ouvrière est la critique pratique de tout 'tacticisme' et de la tactique comme ensemble d'actions destinées à trouver un terrain d'entente dans le cadre de l'existant. La tactique sied aux combats défensifs, pas à la lutte politique autonome des ouvriers. En revanche, le prolétariat révolutionnaire se doit d'adopter une stratégie de rupture, de destruction de la force concentrée des rapports sociaux capitalistes, donc de l'Etat.

Création politique pure, l'État moderne structure la société civile à l'image de la production capitaliste dont il est l'émanation. A l'inverse, la société civile du capital rend l'Etat responsable ultime du bon fonctionnement global du système et lui délègue le privilège, mieux vaut dire le monopole, de la médiation entre les classes qui la composent. »³

Comme la forme politique de la rupture avec le capitalisme et les sociétés divisées en classes dont elle est l'expression, la violence prolétarienne peut devenir elle-même source d'aliénation du but communiste.

« Le but, c'est l'émancipation de la classe ouvrière et le bouleversement (transformation) de la société qu'il implique. Une évolution historique ne peut rester 'pacifique' qu'aussi longtemps qu'elle ne rencontre pas des obstacles violents de la classe sociale détentrice du pouvoir⁴. »

Autant la forme politique de la lutte de classes est incontournable, autant son expression violente n'est pas indispensable par principe, jusqu'au moment où les classes dominantes décident de s'opposer avec toutes leurs forces à la transformation sociale communiste. Mais l'expérience a appris au prolétariat révolutionnaire que la violence s'avère être systématiquement un passage forcé dans son processus de libération. La réversibilité du mouvement pacifique en mouvement violent est désormais inscrite en claires lettres dans l'histoire de la classe ouvrière. Les ennemis du prolétariat, en revanche, tentent chaque fois de nier cette réversibilité pour priver la classe révolutionnaire de l'une de ses armes politiques.

« Le mouvement "pacifique" pourrait se changer en un mouvement "violent" au cas où les hommes intéressés au maintien de l'ordre ancien se révolteraient; si la révolte est réprimée par la force (comme dans la guerre civile des Etats-Unis et dans la Révolution française), c'est parce que ces hommes sont des rebelles qui s'opposent à la force "légal"⁵ »

Une nouvelle « légalité » s'affirme dans le mouvement de libération, l'ancien régime tente de se maintenir en imposant par la force la 'légalité' passée, les prolétaires insurgés défendent violemment à leur tour l'ordre nouveau qu'ils sont en passe de bâtir par et dans leur combat. Ces moments appartiennent à tout processus révolutionnaire : *« C'est le prélude fatal à des révolutions violentes - la vieille histoire, pourtant toujours nouvelle⁶ »* Mais il faut en respecter la séquence.

À partir du moment où le prolétariat (en dehors des périodes où il lutte comme ensemble de prolétaires) est victime de l'expropriation (forcément violente) contrairement à la bourgeoisie, dont l'existence repose sur l'expropriation et qui en bénéficie, il n'est pas violent en soi, même s'il règle trop souvent par la violence les innombrables conflits interindividuels générés par l'oppression, la soumission et l'exploitation qu'il subit.

Ce type de violence prolétarienne est réactionnaire et à combattre par tous les moyens car elle approfondit les divisions au sein de la classe. Quant à la violence politique collective, elle n'est pas non plus un choix mais un passage qui devient obligé dans certaines circonstances. *« Une insurrection*

3 Texte inédit sur « Pour une définition du cycle politique prolétarien »

4 Karl Marx ; « Notes marginales sur les débats au Reichstag sur les lois antisocialistes », 16-17 septembre 1878, Petite Bibliothèque Payot, tome, 2 p. 102.

5 Ibidem.

6 Ibidem.

*serait une folie là où l'agitation pacifique peut tout accomplir avec promptitude et sûreté*⁷ » expliquait Marx. La violence prolétarienne ne doit pas renier sa raison d'être, ni le but ultime qu'elle poursuit : une société où tous les êtres humains seraient libres et partageraient une finalité commune par des moyens communs. Ce point est central : la première critique pratique de la violence réside dans la manière dont s'exerce la force concentrée. « *La révolution doit être solidaire* », martelait encore Karl Marx en 1872, à Amsterdam⁸.

Il ne faut d'ailleurs pas prêter un quelconque pacifisme à Marx. Lorsqu'il écrit tous ses textes, en 1871, avant, pendant et après la Commune (Commune dont il a pressenti l'échec tout en poussant les communistes à y participer), il s'agit, pour lui, de critiquer tous ceux qui sont saisis par la fièvre de l'insurrection.

Rappelons que l'insurrection ne peut pas être « prise par décret » ; la Bourgeoisie, choisit au contraire, date, lieu et ordre d'attaque qui précipitent l'insurrection (Octobre à Petrograd n'était pas une insurrection, mais plutôt un « coup d'État »). Avant toute réflexion vers l'insurrection, il est plus important pour un mouvement révolutionnaire grandissant d'élargir le plus possible sa base, afin de renforcer sa capacité.

Quant à la solidarité dont il parle en 1872, il ne s'agit pas de la solidarité des ouvriers qui ne luttent pas envers ceux qui luttent, mais de celle qui prétend que l'action en commun est certes nécessaire mais loin d'être suffisante : le contenu de la lutte, ses objectifs et moyens sont bien plus discriminants. Une classe qui aspire à transformer le monde à l'échelle mondiale doit faire preuve des plus grandes qualités, être sans faille et faire preuve d'éthique.

Si une organisation spécifique est indispensable, celle-ci doit être régie par des critères et des « valeurs » [cet ensemble de valeurs constitue une « éthique » du prolétariat⁹] qui sont éloignés autant que possible de ceux des classes dominantes qu'on combat. Torture, humiliations corporelles et spirituelles y compris des ennemis, esprit de caserne et spécialisations (qui à force de pratiques répétées deviennent l'horizon unique et aveuglant pour leurs acteurs) doivent être bannies d'entrée de jeu au sein du camp prolétarien. Toutefois, le véritable antidote à la dérive militariste est la dépendance absolue de l'action violente collective (d'une minorité ou de larges masses, peu importe dans la mesure où elle est fonctionnelle au processus révolutionnaire) aux objectifs concrets de libération que le prolétariat conscient se fixe. La violence prolétarienne (donc son organisation spécifique) doit rester une variable dépendante de la lutte politique indépendante. Ce n'est pas une question d'organisation donc mais de conscience collective des buts et des moyens pour les atteindre.

La classe ouvrière ne se libérera que par des « *moyens économiques qui suppriment son propre caractère de salarié et, par conséquent, de classe. Avec sa victoire totale, il en est fini de sa domination, car son caractère de classe disparaît* », résumait Karl Marx dans son texte en critique de Bakounine de 1874¹⁰. La violence politique, elle, n'a pas cette faculté de faire cesser le travail salarié. Elle est seulement l'un des moyens qui permet au prolétariat d'intervenir de façon dictatoriale sur le plan des rapports de production, de distribution (bref de l'économie) pour casser la chaîne de l'exploitation puis se saborder en tant que classe. La violence prolétarienne ouvre des espaces qui ne seraient pas accessibles autrement. Ces espaces doivent être remplis par une activité de la classe capable d'anticiper des rapports sociaux nouveaux et inédits, fondés sur la coopération, l'entraide et une organisation de la société sans classes. En cas contraire, la violence collective prolétarienne n'est autre que l'expression d'une faiblesse du mouvement voire de la soumission aux rapports humains instillés par l'exploitation et les oppressions.

C'est dans ce cadre qu'il faut comprendre les notions souvent trompeuses, les fausses oppositions entre violence dite d'avant-garde et violence dite de masse ou encore entre violence défensive ou violence offensive. Un acte violent réalisé par beaucoup d'individus n'est pas forcément meilleur et juste. De même, le fait que des violences soient perpétrées par des révolutionnaires conscients ne signifie guère qu'elles s'inscrivent dans le mouvement de libération du prolétariat.

7 Karl Marx ; *The New York World*, 15 octobre 1871, PBP 2 p. 108

8 Karl Marx ; « *Discours d'Amsterdam* » ; 8 septembre 1872, PBP 2 p. 114

9 L'éthique (du grec *ηθική [επιστήμη]*, « la science morale », de *ἦθος* (« *ethos* »), « lieu de vie ; habitude, mœurs ; caractère, état de l'âme, disposition psychique » et du latin *ethicus*, (la morale)) est une discipline philosophique pratique (action) et normative (règles) dans un milieu naturel et humain. Elle se donne pour but d'indiquer comment les êtres humains doivent se comporter, agir et être, entre eux et envers ce qui les entoure.

10 Karl Marx ; « *Aperçu général de l'Étatisme et l'Anarchie de Bakounine* » ; 1874, PBP 2 p. 230.

Ainsi, la violence défensive n'est pas plus ou moins légitime qu'une action préventive. Le vieux débat entre tenants du couple l'autodéfense ouvrière/violence de masse et ceux qui prônent l'attaque menée par des minorités conscientes doit être dépassé à l'aune de ces considérations.

La violence est le produit de la société divisée en classes, et toutes les classes l'exercent à des degrés divers tant les unes contre les autres qu'en leur sein-même :

- du côté de la classe dominante, il y a bien sûr l'État et tous ses organes spécialisés sans parler de la violence générale implicite des rapports sociaux¹¹.
- du côté des autres classes, il y a la violence interindividuelle, la guerre de tous contre tous qui s'exerce à des degrés divers. Cette violence n'est d'ailleurs jamais éradiquée par les organes de l'État car elle sert doublement : à « pourrir » le quotidien des prolétaires isolés et à justifier l'existence de la police. Et l'État, s'il ne crée pas la violence (mais peut favoriser telle ou telle de ses formes) sait parfaitement l'utiliser pour ses propres objectifs : la rénovation urbaine (ainsi à Paris, dans les années 1970 et 1980, comme à l'îlot Chalon) s'accélère quand la Police détourne les trafics de drogue dans tel quartier et pas dans tel autre, et, la diffusion de drogue est utilisée par l'État pour casser les organisations ouvrières de quartier (comme à Milan où, à partir de 1976, l'héroïne et les trafics associés furent utilisés pour casser les comités de locataires du *Quartiero Oggiano*).

Ce qui ne veut pas dire que dans la société communiste, les conflits auront disparu. Au contraire, ils existeront toujours mais ils ne seront plus médiatisés par des organes spécialisés et par la violence collective. Notre absence de vision angélique des rapports interindividuels sous le communisme est certes une affirmation. Mais a contrario, comment penser que les contradictions, les oppositions entre individus puissent totalement disparaître ? Qu'est-ce qui justifierait cette harmonie permanente ? Alors, comment résoudre ces conflits ? Peut-on affirmer à coup sûr que des moyens de conciliation, d'auto-pacification seraient efficaces ?

De même que le travail est la forme aliénée de l'activité humaine, la violence est la forme aliénée des conflits humains. La fin de l'aliénation¹², seule possible dans et par le communisme, révélera la capacité de l'espèce et des individus qui la composent, à produire son existence sans médiation.

QUELLES FORMES PREND-T-ELLE AUJOURD'HUI ?

Elle peut être sociale, collective ou individuelle. Elle utilise, ou pas, des « outils » dont les plus spécialisés sont les armes. Elle peut s'exercer à égalité du nombre de participants ou être déséquilibrée. Pour ce qui nous intéresse, la lutte ouvrière prise au sens large, elle peut accélérer un cours ascendant ou au contraire le bloquer ; comme elle peut préparer le repli organisé en cas de défaite ou au contraire l'accélérer.

Une grève, même pacifique, est une manifestation de refus qui brise violemment l'ordre social existant dans l'usine. Une grève même sans que des ouvriers soient armés peut être violente. Les cortèges ouvriers qui balayaient les grandes usines de la péninsule italienne¹³, en forçant les contremaîtres ou les jaunes, à y participer, exerçaient une violence visant à annihiler le pouvoir qu'avaient ces « victimes » lorsque la vie de l'usine se déroulait selon les rythmes du capital. Dans ce cadre habituel, l'autorité du « chef » (adossée à l'organisation productive et à la hiérarchie) n'est que de la violence, certes souvent diffuse, implicite.

La violence sociale a besoin de corps spécialisés pour se maintenir, lorsque ses rouages objectifs (l'organisation de la vie productive et de la vie sociale) ne suffisent plus à maintenir le fonctionnement habituel. Ses corps spécialisés, dans les pays de démocratie sociale, agissent autant à titre préventif que correctif. Mais rappelons que c'est toute l'organisation sociale qui exerce une violence implicite. De l'État à la famille, en passant par l'usine : il n'y a pas besoin de mettre un

11 D'ailleurs, ces organes peuvent avoir une attitude double en période de faible activité prolétarienne ; c'est le cas de la police qui protège aussi le citoyen individualisé contre la violence d'autres parties de la population, tout en réprimant ce même citoyen s'il est gréviste ou manifestant.

12 La notion d'aliénation (du latin *alienus*, qui signifie « autre », « étranger ») est ce qui dépossède l'individu, qui le rend étranger à lui-même.

13 Cortèges apparus à partir de 1968 et dont l'exemple le plus significatif fut celui de la FIAT Mirafiori de Turin à partir de mai 1969.

revolver sur la tempe de chaque salarié pour le contraindre à aller travailler de bon matin. Et souvent, ceux qui subissent la violence, la retransmettent à d'autres pérennisant ainsi la violence des sociétés de classes, entre autres parce que les ouvriers intègrent et acceptent le fonctionnement violent du capital comme seule perspective ...mais c'est une autre discussion.

Du point de vue des luttes ouvrières ou simplement de réactions quotidiennes, la violence n'est pas une fin mais un moyen. Et comme tout moyen, il ne peut être apprécié qu'en fonction du but, qu'il soit historique (la révolution) ou contingent (un simple conflit) ; apprécié d'abord par les acteurs eux-mêmes et par tous ceux qui visent à la transformation de la société.

La violence doit donc être considérée comme un outil lié à un but ; outil spontané ou réfléchi, individuel ou collectif, majoritaire ou minoritaire. La limite de son utilisation, dans le cadre de son efficacité par rapport aux objectifs, c'est de ne pas nier à l'adversaire (individuel ou collectif) son humanité, de ne pas l'humilier¹⁴, même si la perception de l'humiliation par l'humilié est propre à chacun.

Toutes les méthodes, tous les moyens utilisés par l'adversaire (torture, enfermement, etc.) ne sont pas neutres et ne peuvent donc être utilisés par le prolétariat dans son ensemble, ou par d'éventuels corps spécialisés, sous peine de se perdre et de condamner le but.

En fait, dans l'utilisation de la violence, ce qui compte c'est si elle contribue ou pas au renforcement de la conscience individuelle et collective, de ceux qui l'utilisent, si cela favorise ou pas, l'auto-organisation ; ceci incluant la perception des objectifs de la lutte, de son état temporaire, du rapport de force.

QUELLE EST LA POSITION DE L'AUTONOMIE OUVRIÈRE PAR RAPPORT À L'USAGE DE LA VIOLENCE ?

Rappelons d'abord ce qu'est l'autonomie ouvrière : elle définit tout à la fois, pour la classe ouvrière en lutte, ses objectifs, les moyens pour y parvenir, ses modes d'organisation et sa capacité à penser ses luttes avant, pendant et après.

L'autonomie ouvrière se traduit donc par une centralisation politique bâtie à partir des ateliers, fondée sur le refus du principe de délégation et la participation active du plus grand nombre.

Dans ce processus de singularisation politique du prolétariat, l'organisation ne se cantonne pas aux usines mais envahit toute la société de la question du logement à celle des transports en passant par l'éducation et le ravitaillement.

Pleinement déployée, elle combat pied à pied l'invasion par le Capital de toutes les sphères de l'activité humaine et anticipe ce que pourrait être une société communiste.

Pratiquement organisée autour de comités d'usine et de quartier se centralisant par en bas, l'autonomie ouvrière a utilisé la violence dans l'usine et les quartiers, dans les manifestations ou les occupations, de façon minoritaire (en spécialisant, ou pas, des participants dans certaines tâches) ou déployée, mais toujours en conservant les objectifs précités et en étant le produit de la lutte et non un greffon extérieur voulant « réveiller », par exemple, les masses endormies.

Il n'y a pas à opposer violence de masse et violence minoritaire, l'une toujours mauvaise (la deuxième), l'autre toujours bonne. Encore une fois, c'est la question du moyen et des conséquences qui doit à chaque fois être examinée. Enfin, si les comités sont obligés de créer, à un moment, des organes spécialisés dans l'usage de la violence contre leurs adversaires ; ces organes doivent être systématiquement encadrés. Éviter la spécialisation, par la rotation des tâches, mais surtout en maintenant les participants désignés dans toutes leurs autres activités (usine, quartier, etc.). Considérer cette activité comme contingente à l'activité des ouvriers eux-mêmes, c'est à dire que si les comités se délitent, victimes de l'inversion du cycle de luttes et/ou de la répression, les organes doivent alors disparaître.

14 Une humiliation est un rabaissement de l'amour propre, conduisant à une mortification, un état d'impuissance ou de soumission.

LONMIN : UNE QUESTION DE SURVIE

Les faits

Les violences qui ont émaillé les grèves dans les mines d'Afrique du Sud, en juillet 2012, ont commencé par de virulents affrontements entre mineurs, lors de la grève qui, en début d'année, a paralysé la deuxième compagnie minière de platine, Impala Platinum (Implats). Pour se mettre en grève, les mineurs avaient dû faire face aux délégués et aux militants du syndicat NUM. Deux délégués avaient été tués et plusieurs blessés. Le syndicat s'était opposé à la grève qui remettait en cause les négociations salariales, bases du compromis entre les syndicats officiels et l'entreprise. Un syndicat dissident, l'AMCU¹⁵, formé par d'anciens militants du NUM expulsés il y a une dizaine d'années, allait s'engouffrer dans la brèche et se renforcer grâce à la fin victorieuse du conflit. Il ne faut pas oublier que la principale revendication de la vague de grèves qui allait suivre, après celle sur les augmentations de salaires, était d'être débarrassé du NUM. Les mineurs refusent d'être représentés par ses dirigeants et par ses militants qu'ils accusent d'être vendus aux compagnies minières.

Le 10 août 2012, l'AMCU va également mener la grève des piqueurs, dans la mine de platine de Marikana, au cœur de la région minière de Rustenburg. Ici, la grève est violente d'emblée. En quelques jours, il y a une dizaine de morts, dont deux gardes de la mine, deux policiers et six salariés parmi lesquels figurent au moins trois militants ou délégués du NUM, qui, une fois de plus, s'opposait à la grève. Il y a de nombreux blessés, dont des syndicalistes, du NUM et de Solidarity¹⁶. Les deux policiers ont été attaqués à la machette alors qu'ils patrouillaient en voiture.

Les grévistes sont alors traités de criminels à éliminer par le NUM, la direction des entreprises et les dirigeants de l'État. Dans un mail aux dirigeants de Lonmin, Cyril Ramaphosa¹⁷, l'ancien dirigeant du NUM, devenu politicien et homme d'affaires – il est au conseil d'administration de Lonmin – dénonce les actions des grévistes comme ne relevant pas d'un conflit du travail mais d'une activité criminelle. Il incite l'État à agir en conséquence. Il se vante d'en avoir fait la demande à des ministres qu'il connaît.

Deux jours plus tard, le 21 août, la police ouvre le feu sur des travailleurs qui occupent une colline proche de la mine, affirmant qu'il s'agit d'autodéfense. C'est en fait un acte de vengeance délibérée, dictée et couverte par les dirigeants de l'État. Un certain nombre de morts a reçu des balles dans le dos ou a été écrasé par des engins blindés ; les autres ont été abattu de face. Rien n'obligeait les policiers, suffisamment nombreux et lourdement équipés avec des grenades lacrymogènes et canons à eau, à mener une intervention pour tuer. Le président du pays, Jacob Zuma qui est également chef de l'ANC, a validé l'action de la police, tout comme le ministre de la Police, la ministre des Mines et les dirigeants de la Cosatu et du NUM. Des actes de violence vont continuer d'émailler le conflit et qui s'est étendu dans les mines de platine et d'or, dans une moindre mesure dans le charbon, le diamant et le minerai de fer.

S'il est évident qu'un certain degré de coordination entre les travailleurs des différents sites miniers a favorisé l'extension de la lutte, il n'y a guère eu d'organisation pour affronter la police et les gardes. Les seules victimes du côté des forces de l'ordre l'ont été au cours d'escarmouches avec peu de participants. Des voitures tombées par hasard sur des groupes de grévistes ou des attaques nocturnes contre quelques gardes. À Sishen¹⁸, la grande mine de fer du pays, environ 300 grévistes (sur 4 400 CDI et 3 800 intérimaires) se sont emparés d'une grande quantité d'engins miniers. Lorsque la police et des gardes sont venus en force récupérer le matériel, les grévistes n'ont pas tenté d'utiliser leurs

15 ACMU (*Association of Construction and Mineworkers Union*) fondé en 1998, reconnu en 2001, regrouperait 50 000 membres. Par comparaison, le NUM (*National Union of Mineworkers*) se réclame de 300 000 membres et est donc le plus gros affilié de la COSATU (*Confederation Of South-African Trade Unions*, fondée en 1985), se réclame de 1 800 000 membres.

16 Solidarity est un petit syndicat (fondé en 1902) d'environ 130 000 membres à majorité blanche et de confession chrétienne.

17 Né en 1952, à Soweto, n'a jamais été mineur de profession mais toujours employé, et a été embauché par le syndicat NTCU en 1981. Il est un de cofondateurs du NUM en 1982.

18 Sur la ville de Dingleton, dans la province du North Cape à 900 km à l'est de l'Océan indien et à 400 km à l'ouest de Rustenburg.

véhicules géants. Pesant plusieurs centaines de tonnes, ils sont bien plus puissants que des chars lourds et donc que les petits blindés utilisés par la police.

La violence, et plus encore la menace de violence, a été utilisée par les grévistes contre ceux qui voulaient aller au travail. À l'exception d'un jaune, victime du « *necklace* », un pneu enflammé en guise de collier, les débordements de cruauté semblent avoir été limités. Le cousin d'un responsable du NUM a cependant été tué par erreur. Mais les menaces ont été bien plus importantes que les passages à l'acte.

Pour empêcher la reprise du travail, des grévistes ont attaqué des minibus ou des taxis collectifs, soupçonnés de transporter des non-grévistes. Plusieurs ont été brûlés, ou le plus souvent caillassés, obligés en tout cas d'interrompre leur parcours. Ce faisant ils ont également empêché de circuler des femmes ou des écoliers, obligé d'utiliser ce mode de transport. Des actions qui ont été critiqués par des organisateurs de la grève, soulignant qu'il n'était guère politique de se mettre à dos des habitants des régions minières.

La Cosatu par la voix de son secrétaire-général, Zwelinzima Vavi, avait lancé un défi aux grévistes, affirmant vouloir reprendre la région de Rustenburg. Un meeting avec les dirigeants de la Cosatu et du NUM allait être organisé au stade de Rustenburg, le 27 octobre. Les grévistes, venus principalement d'Angloplats, étaient en force, plus de 1 500, portant des teeshirts noirs avec « *Souvenons-nous du massacre de Rustenburg !* » et « *En avant pour un salaire minimum de 12 500 rands !* ». Ils s'affirment « sans syndicat ». Les grévistes font un mauvais sort aux premiers syndicalistes reconnaissables à leurs teeshirts rouges. Ces symboles rouges sont brûlés par les grévistes. Lesiba Seshoka, le porte-parole du NUM, doit se mettre sous la protection de la police.

Celle-ci qui, depuis plusieurs semaines, interdit toute manifestation, a choisi son camp et va servir de service d'ordre aux syndicalistes. C'est sous leur protection que des syndicalistes vont tabasser un responsable de la campagne de solidarité Marikana. Les flics vont finalement embarquer le militant avant de tirer avec des balles en caoutchouc et des grenades défensives sur les grévistes qui avaient contre-attaqué. La police, qui a repris le contrôle du stade, va ensuite faire la chasse aux grévistes, sans toutefois tirer avec des balles réelles. À la fin du meeting, un orateur demande aux 400 participants qui sont restés de partir en groupe par mesure de sécurité.

Les rapports avec les syndicats

D'emblée, et en parallèle avec les revendications syndicales, les grévistes des mines d'Afrique du Sud ont placé leur opposition, voir leur haine, vis-à-vis du NUM. Ils ont montré pratiquement (et expliqué de nombreuses fois dans diverses interviews) la nécessité de s'affronter avec lui le considérant comme un syndicat d'État (assez proche d'ailleurs dans ses rapports avec celui-ci d'un syndicat officiel des ex-Pays de l'Est), comme un gestionnaire de la force de travail, comme un adversaire. Cette haine a trouvé sa réalisation pratique dans les nombreux actes de violence, contre des militants et des responsables du NUM, allant jusqu'à la mort de ces derniers. Comme en Inde (voir plus loin), il est habituel que les ouvriers se portent vers des syndicats de base, alternatifs aux syndicats officiels ou en constituant de nouveaux. C'est ce qui s'était passé, à la fondation de l'ACMU, en 1998. Et pourtant, 14 ans après, les grévistes de Lonmin, semblent être arrivés à la conclusion que le syndicat « de base », l'ACMU, n'est pas la solution. Sans s'opposer à lui¹⁹, ils se sont organisés eux-mêmes y compris lors de la tentative de s'unir avec les autres grévistes de Rustenberg et d'ailleurs. Nous ignorons actuellement quelle est l'organisation concrète de la grève : nous ne trouvons pas de trace visible d'un organe ouvrier autonome. Néanmoins, s'il se confirmait que les ouvriers ont été capables non seulement de contourner le syndicat de base (ce qui est déjà très positif) mais de créer leurs propres organes de lutte, alors ce serait un fait extrêmement positif pour les ouvriers du monde entier.

La violence et son usage

L'Afrique du Sud est un pays qui a baigné et qui baigne dans la violence. On n'efface pas la lutte contre l'Apartheid et surtout l'extrême dénuement de parties entières du prolétariat comme cela (Officiellement, le taux de chômage est de 25,8 % ; l'écart des revenus fait de ce pays le 10^e État le

19 Cela dit, nous ne connaissons pas le nombre de militants de l'ACMU à Lonmin.

plus inégalitaire du monde ; violence et criminalité sont quotidiennes²⁰). Ainsi la violence sociale généralisée ne peut que s'exprimer également dans les conflits du travail. Surtout quand, les camionneurs qui, à cause du piratage quotidien dont ils sont victimes, sont autorisés à être armés pendant leur travail passent à la grève, la tentation est naturelle d'utiliser les armes contre la police et les jaunes.

Pour en revenir au cas des mineurs de Lonmin, si la violence a été utilisée sciemment contre des jaunes ou des membres du NUM de façon sélective, c'est toujours en petits groupes. Lors des événements, si la volonté de s'opposer à la police était évidente, il n'y avait visiblement pas de dispositif d'ensemble pour y faire face, pas d'organisation. Face à une police qui n'avait pas envie de se laisser faire, qui avait déployé les forces nécessaires, il n'est pas sûr que les grévistes aient vraiment eu envie d'en découdre.

Cette absence d'organisation militaire s'est payée très cher lors de la dispersion, ce qui a laissé des groupes d'ouvriers isolés qui ont été attaqués pour cela par la police décidée de se venger en faisant un exemple. En tout cas, par rapport à l'exemple de Maruti (voir ci-après), il n'y a pas eu d'emballements incontrôlés de la part des grévistes, la violence a été assumée même si encore faiblement organisée. La grève et son organisation ont survécu aux affrontements.

L'ETE SANGLANT DE SUZUKI MARUTI

Les événements du 18 juillet, heure par heure

7h00

Pendant l'équipe du matin, lors de la pose thé, un incident éclate vers 7h entre un ouvrier, Jiya Lal, et son chef d'équipe, sur la chaîne

Des insultes sont échangées de part et d'autre et l'ouvrier est traité de « dalit »²¹.

Le chef d'équipe va se plaindre à la Direction et l'ouvrier est suspendu pour une période indéterminée C'est un ouvrier en CDI.

Dès que la nouvelle de la suspension est connue ses collègues se mettent en grève. Ils informent, avec leurs téléphones portables, les autres ouvriers de l'usine A que quelque chose se passe.

10h30

14 membres du syndicat de base se rendent dans les bureaux de la Direction pour une première rencontre.

11h30

Pause repas. À la cantine, les ouvriers discutent de l'incident. Après le repas, à peu près toute l'équipe du matin de l'usine A est en grève et les ouvriers discutent.

13h00

Une nouvelle réunion a lieu dans les bureaux de la Direction au 1er étage. 3 représentants du ministère du travail de l'État d'Haryana y assistent.

Entre temps, la production est arrêtée dans l'usine A.

Des ouvriers, collègues de l'ouvrier suspendu, attendent au pied de l'escalier qui mène aux bureaux de la Direction.

La Direction propose que la suspension soit réduite à une journée et que l'ouvrier soit réintégré le lendemain. Les membres du syndicat de base transmettent l'information aux ouvriers qui attendent au pied de l'escalier et ceux-ci en informent les autres ouvriers par téléphone portable.

Les ouvriers refusent la proposition de la Direction, car au mois de mai, quand un même problème a surgi, pour un membre du syndicat de base, la suspension a été immédiatement supprimée. « *Si cela fonctionne pour un membre du syndicat, pourquoi pas pour un simple ouvrier ?* »

15h00

20 Quoiqu'on pense des statistiques, elles sont affreusement éloquentes : 50 meurtres par jour et un taux de meurtres (en diminution depuis 2003) de 34 pour 100 000. Malheureusement, le nombre de viols augmente régulièrement de 2,1 % par an : une femme sur trois aurait été violée et un homme sur quatre « confesse » s'y être adonné. Ceci fait de la RSA le premier pays au monde pour cette activité d'autant plus horrible qu'elle frappe surtout les enfants et les adolescents.

21 *Dalit* signifie intouchable, individu situé hors du système des castes donc au plus bas de l'échelle sociale.

Les Chef d'équipes de la première équipe quittent l'usine. Les ouvriers de la première équipe décident de rester dans l'usine pour attendre les ouvriers de la deuxième équipe.

À cause de la présence des ouvriers de la première équipe, le travail de la deuxième ne démarre pas vraiment et cela dure toute l'après-midi.

17h00

Les ouvriers, via les représentants du syndicat de base, lancent un ultimatum de 30 minutes à la Direction : la suspension doit être révoquée maintenant !

17h30

La Direction campe sur sa position: l'ouvrier suspendu sera réintégré demain et tout sera effacé.

Les représentants du ministère du travail de l'État d'Haryana quittent l'usine.

19h00

Les ouvriers des deux équipes, intérimaires et CDI, dans leur grande majorité laissent exploser leur frustration, rage et haine accumulées de l'usine.

Tous les symboles de l'entreprise sont attaqués. Chefs d'équipe, cadres quelles que soient leur position hiérarchique (facilement reconnaissable par les couleurs des vestes et des casquettes), sont frappés même si ils sont connus pour ne pas être hostiles envers les ouvriers. Dans quelques endroits les ouvriers donnent des vestes d'ouvriers aux chefs d'équipes pour qu'ils ne soient pas attaqués. Les véhicules sur la chaîne sont abîmés, des tentatives de mettre le feu aux machines sont faites. Les ouvriers se répandent dans toute l'usine.

Des ouvriers montent dans les bureaux de la Direction et en expulsent, manu militari, toute personne s'y trouvant, les battent, renversent matériel et équipements. C'est à ce moment-là que le directeur des ressources humaines, Ashwim Kumar Dev, est frappé si violemment qu'il en a les jambes brisées. Les ouvriers mettent alors le feu qui se répand rapidement. Et c'est ainsi que meurt le directeur des ressources humaines, brûlé, les jambes brisées.

19h30

Tous les ouvriers quittent l'usine. Les loges des gardiens sont brûlées.

Les policiers présents (une soixantaine, depuis octobre 2011) et les gardiens (70) ne font rien contre les ouvriers excités et furieux (environ 1 200) se mettent de côté et informent la police et les pompiers.

Les ouvriers se répandent dans Manesar. Personne ne reste dans l'usine A.

Beaucoup d'ouvriers, principalement les intérimaires, ont déjà décidé de s'enfuir Certains abandonnent leurs uniformes Maruti dans la rue pour ne pas être reconnus. D'autres retournent dans les villages de Gurgaon et Manesar pour prendre leurs affaires et quitter la région.

20h00

La Police a déjà mis en place ses filets : les stations de bus et de chemins de fer de Gurgaon sont encerclées ainsi que tout endroit où l'on peut prendre des taxis pour arrêter tout ce qui peut « ressembler » à un salarié de Maruti. Un deuxième contingent de forces de police investit les villages de Manesar pour arrêter les ouvriers de Maruti dont ils ont les adresses depuis les arrestations de l'été 2011, pendant la grève. Dans certains cas, les habitants protègent les ouvriers ; dans d'autres ils les dénoncent à la Police.

Pendant ce temps, les pompiers ont éteint les feux à l'usine A.

Un premier bilan

Blessés

100 membres de l'encadrement (de toutes positions) envoyés à l'hôpital pour des blessures légères ou graves.

1 membre de la Direction tué.

Aucun ouvrier à l'hôpital.

Prison

Ouvriers en fuite : 66.

Ouvriers, encore aujourd'hui, à la prison de Bhondsi à Gurgaon, et dont le procès a commencé le 1^{er} mai : 147.

Licenciements

Ouvriers permanents suspendus : 546.

Ouvriers temporaires licenciés : 2 100.

Production

L'usine de Manesar (A et B) est fermée (Lock out) jusqu'au 27 août. Jusqu'à cette date, les chefs d'équipes refusent de retourner travailler.

Avant le 18 juillet, la production quotidienne s'élevait entre 1 500 et 1 700 véhicules. Entre le 27 août et le 4 octobre, la production a été de 150/200 ; depuis elle s'élève à 800/1 000.

Protection

En plus des forces permanents de police (100), 600 gardes de compagnies privées avec des contingents du CISF (*Central Industry Security Forces*. Une unité spéciale de la police indienne) ont été embauchés et patrouillent en permanence dans l'usine.

Des gardes ont aussi été embauchés pour accompagner les cadres moyens et supérieurs dans leurs trajets domicile travail et travail domicile.

Effectifs

Des ouvriers en CDI présents avant le 18 juillet, seuls restent 95 à l'usine A et 500 à l'usine B.

Certains ont depuis été réembauchés mais après un sévère examen.

Les ouvriers intérimaires, présents avant le 18 juillet, ont totalement été rayés des effectifs de l'usine A.

Après les événements, la direction de Maruti a passé un communiqué disant : « *nous n'emploierons plus d'intérimaires* »

Lutte contre les détentions

Un comité comprenant des intellectuels se démène pour éviter que les ouvriers ne tombent dans l'oubli.

Dans certains villages de l'Haryana, il y a des protestations contre la répression policière.

Parmi les ouvriers permanents suspendus, 150 viennent du district de Jind et 120 de celui de Kaithal (tous deux dans l'Haryana). Ils font un sit-in quotidien devant le commissariat de Kaithal.

« Lignes de défense »

Contrairement à ce que les gauchistes et les responsables du syndicat de base répandent, ou ce qu'a déclaré aux journaux, le dirigeant du MSEU (*Maruti Suzuki Employees Union*, le syndicat de base), Sarabjeet Singh, dans l'après-midi du 18 juillet, la révolte n'a pas commencé à cause de milices patronales, qui auraient été appelées par la Direction Maruti, pour entrer dans l'usine, ni à cause de provocations de quelque sorte que ce soit.

Voilà sobrement exposés les faits tels que nous avons pu les obtenir des camarades de Delhi.

Un enchaînement qui vient de loin

Les événements du 18 juillet ne sont pas tombés du ciel ils sont bien sûr le produit de toute la période précédente et des actions des trois parties prenantes, les ouvriers surtout les précaires, la direction et le syndicat de base. En remontant le fil du temps, on trouve trois grandes périodes :

- 1) D'avril à juillet, la montée en pression des ouvriers et le « jusqu'au-boutisme » du syndicat de base, pour qui, le changement de ton et de pratique à partir d'avril était une question de survie. Ainsi, le 12 mai, lors d'un incident entre un ouvrier et un contremaître, le dirigeant du MSEU avait giflé ce dernier pour montrer clairement que le syndicat n'était pas du côté de la direction.

Sauf que jouer « les gros bras » sans avoir les moyens de sa politique est une erreur qui se paie cher, surtout si elle ne repose sur une organisation collective.

Par ailleurs, les intérimaires, précaires (qui composent 80 % de la force de travail de l'usine) qui avaient participé à la grève et qui faisaient encore partie de l'effectif, tiraient un bilan lucide de la situation : ils avaient payé fort cher leur participation à la grève, ils avaient cru que la situation allait changer, ils avaient cru à leur victoire et au syndicat de base. Or depuis, la situation n'avait pas changé et même empirée. La rage montait, et il n'y avait pas de perspective.

- 2) De novembre à avril, la reprise en main par la Direction, Comme l'explique le patient travail du GWN²², depuis avril, la tension montait entre le syndicat de base et la direction. Chacun voulant reprendre initiative et avantage depuis les accords d'octobre 2011. Ces accords,

22 Voir *Gurgaon workers news*, n°51, septembre 2012.

comme tout compromis, n'étaient que l'expression du rapport de force à un moment. Dès que l'accord a été signé, chacune des parties cherche à modifier le compromis en sa faveur. À ce jeu, le patron a tout de suite pris l'avantage : départs forcés/négociés d'une partie des dirigeants du syndicat, non-respect des accords en tout ou partie. Surtout reprise en main de l'usine par déplacement des ouvriers d'atelier en atelier, de l'usine A à l'usine B et ré-augmentation des rythmes de production. Conséquence, le rétablissement de l'autorité de la maîtrise. Face à cela, le syndicat de base a été démuni et il a progressivement cessé d'être l'expression des ouvriers pour se réduire à ses adhérents, surtout ceux en CDI.

- 3) De juin à octobre, les différentes séquences de la grève. En fait, pour comprendre ce qui s'est passé, il faut non seulement critiquer un des acteurs, le syndicat de base et sa pratique depuis les accords d'octobre 2011, mais comprendre les limites de la grève elle-même démarrée en juin 2011, limites qui n'ont pas été dépassées depuis.

Comme nous l'écrivions²³ : « Répétons-le encore une fois, un fait majeur, objectif caractérise la situation de la classe ouvrière en Inde, dans la grande industrie moderne²⁴ : 80 % des ouvriers sont précaires (apprentis, stagiaires, intérimaires), ceci recouvrant, mais pas tout le temps, la qualification. Tant que dans les luttes, le besoin d'abolir cette séparation ne sera pas mis en avant comme condition sine qua non de succès futurs, la porte restera grande ouverte aux politiques patronales de division. Et c'est là que le bât blesse. La tendance naturelle du syndicat est à la stabilisation du rapport de force avec le patron et ceci est plus facile à obtenir avec la force de travail permanente qu'avec la précaire. »

Voyons donc les quatre erreurs du Syndicat de base.

- 1) Premier point : le Syndicat de base se maintient dans l'illusion que les CDI peuvent agir seuls.
- 2) Deuxième point : le Syndicat de base agit comme une minorité à vocation dirigeante sans avoir les relais et plus encore, sans être un produit permanent de l'activité des ouvriers.
- 3) Troisième point : le Syndicat de base se considère de facto comme seul au monde, non seulement dans les usines de la région mais y compris vis-à-vis des usines du groupe Suzuki comme PowerTrain qui jouxte les usines A et B. Le localisme se paie cher. Même si, toutefois, des contacts ont existé et existent avec des militants du syndicat de base de cette entreprise.
- 4) Quatrième point : le Syndicat de base ignore le rapport de force et surtout les capacités du commandement capitaliste dans l'usine du patron au contremaître y compris des divergences au sein de ce commandement.

Aux sources du problème

C'est dans la grève elle-même qu'il faut chercher les raisons de l'incapacité, à partir d'octobre, des ouvriers eux-mêmes à formuler des solutions de dépassement.

Précisons d'abord que la grève a éclaté, en juin 2011, dans usine neuve avec une classe ouvrière tout aussi jeune et sans expérience collective préalable de lutte d'usine. Ensuite, la constitution d'un groupe d'ouvriers en CDI (une quinzaine), issus des instituts techniques, présents dans plusieurs ateliers, pour se constituer en « pré-syndicat », rallier d'autres ouvriers dans divers ateliers de l'usine, organiser les liaisons, préparer la grève et constituer une caisse de grève pour acheter de la nourriture.

Cette organisation préalable, nécessaire au premier conflit, en constitue aussi une limite double :

- se transformer de facto en direction de la grève (d'une certaine façon comme un comité de grève auto-proclamé mais jamais contesté par les ouvriers), tout en faisant valider les décisions par l'assemblée des grévistes,
- concentrer les revendications (augmentation des salaires, les congés, l'amélioration des services de car de ramassage et l'embauche d'une partie des précaires, etc.) sur la reconnaissance du Syndicat de base. Le syndicat est devenu l'emblème de la grève pour tous les grévistes qui n'ont jamais remis en cause ce fait de base.

23 Voir Brochure n°5 « L'autonomie ouvrière frappe en Inde », mai 2012.

24 Nous n'ignorons pas l'existence majoritaire des millions d'ouvriers dans l'économie grise.

Malgré ces deux limites initiales, constitutives, la grève a été une vraie grève qui a su trouver des ressources pour durer, se consolider, s'arrêter pour repartir jusqu'à l'accord de compromis. Néanmoins, pendant les quatre mois du conflit, les limites initiales n'ont jamais été dépassées ni au sein des grévistes de l'usine, ni à l'extérieur dans les autres usines. En effet, les grèves qui ont éclaté chez Suzuki Powertrain, Suzuki Motorcycles, Suzuki castings, les 7 et 10 octobre 2011, sont restées des grèves juxtaposées ou plus exactement sans direction unifiée, car il existait des liaisons entre membres des différents syndicats de base de chaque usine, et également, parmi les intérimaires qui habitaient dans les mêmes quartiers. Quant aux ouvriers de l'usine d'assemblage et ceux de Powertrain (les deux usines sont mitoyennes) ils ont partagé la même cantine de grévistes. Comme souvent, c'est l'adversaire, l'État (tant celui d'Haryana que l'État fédéral) et les autres patrons qui ont fait pression sur ceux de Maruti Suzuki pour trouver une sortie du conflit avant qu'il n'aille plus avant.

La sortie de grève, pour les ouvriers, a en plus été obérée par le départ de 30 membres du Syndicat de base. Mais rien n'était joué. Comme nous le disions, le dilemme à dépasser était le suivant :

« La grève est partie sur un objectif unique, synthétisant toutes les autres demandes, la reconnaissance du syndicat de base, et est restée focalisée dessus. C'est là le paradoxe de la grève. Toute la puissance souterraine des ouvriers n'a fait surface que sur un objectif somme toute transitoire par rapport à la durée de la lutte de classes. Un objectif qui s'il synthétise à la fois la haine contre le despotisme d'usine et l'aspiration au respect et à la dignité, risque, s'il n'est pas dépassé, de devenir une nouvelle "prison" pour les ouvriers. »

Ce dilemme n'a pas été résolu. Ce qui explique les choix des militants du Syndicat de base et l'impuissance puis le désespoir des autres ouvriers et donc l'arrière-plan et la substance des événements du 18 juillet.

Force et faiblesses

L'exemple de Maruti montre ainsi que la violence ouvrière qui a surgi n'est pas durablement l'expression de la force collective des ouvriers, un moment voulu pour faire progresser le rapport de force en leur faveur, mais au contraire l'expression d'une limite qui n'étant pas comprise et dépassée, se transforme en acte ambivalent qui exprime à la fois force et faiblesse.

Tant qu'ils sont dans l'usine, et en grève, ils coordonnent leur action par atelier et entre ateliers à l'aide des téléphones portables ; ils détruisent (ou tentent de détruire) tous les symboles du commandement capitaliste. Dans l'usine, leur violence ne rencontre pas d'obstacle ; les policiers et les gardes se terrent.

Mais dès qu'ils sortent, la communauté de lutte se révèle n'avoir été que temporaire, de circonstance pourrait-on dire, et c'est le sauve qui peut. Aucune organisation pour éviter que les ouvriers se fassent arrêter par la police aux lieux stratégiques de Gurgaon, et, pour certains, dans leur logement même. L'usine haïe était le lieu de force des ouvriers, dès qu'ils en franchissent les portes, les ouvriers ne sont plus rien.

Il faut savoir que dans la région de Delhi et de ses banlieues (Gurgaon, Faridabad, Nodia et Ghaziabad), dans les petites et moyennes entreprises, un patronat de combat pressure les ouvriers. Les conditions générales d'exploitation sont poussées vers leurs limites : par exemple, dans une usine, la Michael Aram Export, les 400 ouvriers n'apparaissent pas aux effectifs, ils sont payés en liquide (quand ils sont payés) et les heures supplémentaires n'existent pas ; dans telle autre, le patron a déjà déménagé quatre fois l'usine (d'Okhla arrondissement au sud-est de Delhi à Nodia) en perdant en route une partie des ouvriers. Dans de tels lieux, la notion d'amortisseur social n'existe bien sûr pas, le rapport capitaliste est nu, ce qui explique les irruptions de violence ouvrière qui se traduisent par l'assassinat du patron où la destruction partielle ou totale des lieux de production²⁵.

Justement, le paradoxe est là. Maruti Suzuki est une usine moderne qui ne se déménage pas comme cela. Même si le patron japonais s'appuie largement sur le contexte indien des relations de travail où la notion d'amortisseurs sociaux n'existe pas vraiment, il n'est pas du même calibre que ces milliers de patrons de combat de petites ou moyennes entreprises. On pourrait donc s'attendre à ce que

25 A l'exemple de l'entreprise Oerlikon Graziano, fabricant de transmissions pour l'automobile, situé à Nodia dont le patron, L.K.Choundary a été tué par les ouvriers, le 23 septembre 2008, lors d'une grève.

les ouvriers de Maruti Suzuki soient un peu moins « réactifs », impulsifs, que l'organisation qu'ils ont développée avant, pendant et après la grève (même avec toutes les limites que l'on connaît), les prémunisse contre ce type de réaction. C'était un peu vite oublier que derrière le terme « ouvrier » se cache en fait plusieurs divisions entre ouvriers dont deux au moins sont majeures : la division permanents/précaires et celle campagnards/urbanisés. La première est massive : 80 % des ouvriers sont précaires. La seconde un peu moins : au moins 40 % retournent dans leurs villages dans les États environnants. Par ailleurs, pendant la grève et après la grève, 50 % des précaires ont été renouvelés.

Il ne s'agirait pourtant pas d'opposer ces catégories entre elles : les bons organisés, les mauvais inorganisés, les bons précaires, etc. comme seule explication possible et plausible. Simplement, même si elle n'explique pas tout, l'inexpérience (d'organisation durable) de ces ouvriers couplée pour certains, vivant encore à la campagne, à un refus légitime de se fondre dans le mode de vie urbain, sous sa forme indienne, entraîne une sorte d'opposition viscérale à l'usine : « *Le patron ne veut rien céder ; sa force c'est son usine ; détruisons son usine !* ».

Un autre éclairage doit être pris en compte : les dernières années ont vu, dans les grandes usines de la région de Delhi, l'émergence de syndicats de base portés par des luttes dures et animés principalement par les ouvriers en CDI. Rapidement, s'ils n'ont pas été réprimés, ceux-ci se sont vus intégrés et n'ont pas su surmonter la division permanents/précaires. Le fait contraire que les ouvriers permanents de Maruti ne soient pas intégrés dans les relations d'adhésion à l'entreprise, quelles que soient les limites signalées, peut aussi avoir un impact positif pour les ouvriers des entreprises petites et moyennes de la sous-traitance : même dans une usine considérée comme un petit paradis, la violence des rapports capitalistes n'y est pas absente et en contrepoint, la réaction des ouvriers non plus.

Nous ne sommes pas des usinistes, des admirateurs de l'usine comme lieu de production (même si nous étudions l'organisation de la production pour comprendre ses forces et faiblesses qui peuvent, ou pas, favoriser les luttes ouvrières). Nous sommes « opéraïstes » dans le sens où nous concevons l'usine comme lieu de lutte et d'organisation où se constitue la classe. Nous n'avons rien contre le fait que des ouvriers quittent une usine ou la détruisent. Nous déplorons qu'ils ne l'aient pas fait en tant que collectivité organisée capable de se prolonger à l'extérieur de l'usine. Une prochaine fois...

FOXCONN EN AUTOMNE

Des conditions d'exploitation modernes

Les faits tels qu'on les connaît sont simples. L'usine de Taiyuan (dans la province du Shanxi, au centre-est du pays) de Foxconn qui emploie 79 000 ouvriers qui produisent principalement des iPhone 5 d'Apple. Ils fabriquent également des composants pour HP, Dell, Samsung et Microsoft. Les salaires sont bas (autour de 250 dollars américains par mois pour le temps de travail obligatoire). Les rythmes de travail sont élevés. Huit heures par jour sur six jours par semaine à répéter les mêmes mouvements, debout, sans bouger du poste de travail comme le prescrit le « *Lean Manufacturing* » (littéralement, la production avec des pauvres moyens). Plus les heures supplémentaires, indispensables pour accumuler un petit pactole qui permettra à la plupart des ouvriers de partir chercher un boulot moins pénible ou à envoyer de l'argent aux familles restées à la campagne. Le pire de tout, c'est l'ordre de caserne qui règne dans les ateliers et dans les dortoirs internes au complexe industriel du groupe taiwanais de sous-traitance électronique. Les ouvriers sont massivement jeunes, célibataires et déracinés de leurs villages. Comme dans les autres usines d'assemblage de Foxconn, les femmes forment plus de la moitié des opérateurs sur les lignes d'assemblage. En revanche, l'encadrement inférieur, en contact direct et rapproché avec les ouvriers de ligne, est très largement composé par des mâles, à l'instar des gardes privés que par milliers surveillent l'enceinte productive et reproductive (cantines, parties communes et dortoirs) de Foxconn.

Comme le témoigne un ouvrier ayant depuis quitté l'usine²⁶ :

« Ce n'est qu'une vaste sweat-shop [atelier d'esclaves, nldr] où l'ouvrier est considéré comme un élément interchangeable qui n'a pas droit à la parole. Les syndicats officiels censés défendre nos intérêts sont bidon... Les gardes et les contremaîtres nous couvrent d'insultes à longueur de journée et les libertés individuelles y sont partout bafouées. »

Pourtant, les ouvriers ne sont pas si dociles que cela. En mars et avril 2012, ils avaient déjà fait parler d'eux lors de grèves et de manifestations pour les hausses de salaire. Des agitations qui n'ont jamais rassemblé la majorité des ouvriers de l'usine mais qui ont sérieusement perturbé le cycle productif en raison notamment de leur éclosions soudaines et imprévisibles. Soudaines mais pas désorganisées, car comme ailleurs en Chine et encore plus chez Foxconn, la discipline est absolue et le contrôles internes au territoire productif sont d'une rare efficacité : grâce à l'emploi des moyens traditionnels d'espionnage (indics et gardes privés) mais aussi « technologiques » (caméras partout et nécessité de présenter la carte magnétique d'identification pour chaque déplacement interne). Rien ne nous permet d'affirmer que derrière ces luttes, il y a un ou plusieurs organismes autonomes formalisés de la classe. Toutefois, le régime Foxconn ne peut pas être investi par la critique pratique de la lutte de classes sans un certain niveau de conscience et d'organisation collective. Une nouvelle démonstration de ceci a été faite par l'émeute interne à l'enceinte de l'usine de Taiyuan, le 24 septembre 2012.

Les 23 et 24 septembre

À l'origine des affrontements qui ont opposé quelque 2 à 3 000 ouvriers aux gardes privés de Foxconn d'abord et à 5 000 flics par la suite, une « altercation » dans un dortoir, entre certains ouvriers et des gardes privés, intervenue tard dans la nuit de dimanche. Les combats ont été suffisamment durs pour que Foxconn décide de suspendre toute activité de l'usine pendant 24 heures. La police a procédé à plusieurs arrestations dont un bon nombre des 40 émeutiers qui ont dû recourir à des soins hospitaliers. L'explication officielle de Foxconn fait état de violences qui ont suivi la tentative des gardes privés de séparer deux groupes de travailleurs qui se bagarraient dans un dortoir.

Une explication qui n'explique pas pourquoi, immédiatement, des milliers d'ouvriers s'en sont pris à la milice Foxconn... *« La raison réelle est qu'ils (les émeutiers) sont frustrés par la vie »*, a affirmé celui qui, le premier, a diffusé sur Internet des images de l'émeute. Frustrés par la vie qu'ils mènent et exigeant un futur meilleur. On tient ici le sens profond de la violence ouvrière qui s'est exprimée en septembre 2012 dans cette usine de Foxconn. Une perception partagée par des milliers d'ouvriers qui a su se muer en réaction collective au commandement patronal du territoire productif donné.

Contre-pouvoir ?

Un acte éminemment politique donc, quoiqu'éphémère. Un acte qui parle de libération du travail salarié et de pouvoir ouvrier. Un acte certes isolé qui recèle en embryon toute la puissance destructrice du présent propre à la classe exploitée. Mais un acte aussi qui ne manifeste pas la capacité de maîtriser le territoire productif du capital en y greffant les premiers éléments stabilisés du contre-pouvoir ouvrier. Un contre-pouvoir ouvrier qui s'instaure progressivement dans le combat quotidien contre le capital et toutes ses manifestations par l'exercice systématique et organisé de la force prolétarienne mais qui ne se réduit pas à celle-ci.

Un contre-pouvoir qui se définit pratiquement par l'affirmation, via la libre association, d'une coopération de plus en plus étroite entre sans-réserves pour combattre les rapports sociaux fondés sur l'exploitation et l'oppression. L'action directe coopérative qui déstructure, démonte bout par bout les moyens de la domination du capital et de l'Etat, est le passage obligé vers la coopération productive sociale pleinement déployée, vers la fin des sociétés divisés en classes. Or, c'est précisément l'enclenchement de ce type de dynamique qui a fait relativement défaut à Taiyuan. Ainsi, dans son immédiateté, l'émeute de septembre 2012 se comprend davantage comme le prolongement de l'initiative de défense ouvrière contre le despotisme patronal que comme une conquête de pouvoir par les ouvriers. Pour autant, à l'instar de toute autre lutte défensive indépendante, qu'elle soit « pacifique » ou pas, elle résonne comme un cri de guerre contre l'exploitation et l'oppression.

²⁶ *Libération*, 30/09/2012.

IL Y A VIOLENCE ET VIOLENCE....

« À l'égard des actes de violences individuels ou collectifs-tels que faire sauter un pont construit par des briseurs de grève ou détruire une machine dans une usine-, il arrive que tout contenu subversif échappe à toute compréhension. Dans ce cas, l'action peut être condamnée non seulement par les capitalistes mais aussi par la classe ouvrière. »²⁷

Les trois cas que nous avons analysés n'ont pas valeur d'exemple. Ce ne sont pas des recettes à appliquer voire à opposer les unes aux autres. Il ne s'agit pas non plus de mépriser ces tentatives ouvrières quelles que soient les critiques que nous adressons ou les limites que nous y décelons. L'étude de ces trois cas est, en revanche, d'une grande utilité pour comprendre que le chemin de l'autonomie de classe est tortueux, fait de tâtonnements, avancées et reculs par lesquels se forme l'organisation ouvrière, seule capable de manier la violence à bon escient.

Pour les mineurs de platine d'Afrique du Sud, les acteurs de l'exercice de la violence semblent peu nombreux comparés à l'ensemble des grévistes. Néanmoins, les premières actions offensives – dont les assassinats des gardes, policiers et syndicalistes – bien que minoritaires, ont certainement permis à la peur de changer de camp. Quelles qu'en soit les perceptions par les autres ouvriers (qui n'ont par ailleurs jamais rejeté ces actes), l'emploi de la violence ponctuelle a très probablement aidé à accoucher de la grève ou la minorité active (les mineurs de fond) a réussi à s'assurer le soutien ou la neutralité bienveillante des ouvriers de la surface.

Bien qu'on ne puisse que regretter l'absence d'organisation déployée pour résister collectivement à la vengeance inévitable de l'État, cette absence n'a pas empêché l'extension de la lutte ; d'abord aux autres mines de platine et d'or aux conditions de travail comparables et géographiquement proches ; puis aux mines d'autres métaux et de charbon, aux conditions de travail plus modernes et mécanisées.

Au contraire, l'emploi de la violence par les forces de répression a encouragé cette extension. Bien que le décompte des morts et des blessés ait été au net avantage de l'État et de son syndicat, le prix politique qu'il leur a coûté a été très élevé. L'indignation publique face aux méthodes de répression rappelant l'apartheid a donné une justification à la violence ouvrière, préalable et future. Même en position de force, l'emploi de la violence est un outil à manier avec précaution, leçon qui vaut autant pour la bourgeoisie aujourd'hui que pour le prolétariat si jamais la situation s'inverse.

Pour les ouvriers de Maruti, la violence de masse dont ils ont fait preuve à l'encontre de la direction et de ses représentants et des outils de production n'était pas offensive, mais bien l'expression de frustrations devant les limites atteintes et non surmontées par la lutte d'usine. L'incapacité du syndicat à dépasser sa qualité de représentant et se tourner vers une organisation impliquant directement les ouvriers en tant qu'acteurs, et ce à tous les niveaux (de précarité ou non, urbanisés ou non), a finalement éclaté au grand jour. Avec l'émeute, le faible début d'organisation ouvrière a rapidement succombé à la répression conjointe, patronale et policière.

Enfin, dans le cas de Foxconn, s'il reste difficile de discerner le niveau d'organisation des ouvriers, il est certain qu'il s'agit là d'un épisode – ni le premier, ni le dernier – d'une série qui, face au totalitarisme chinois, ne pourra pas se permettre le luxe d'éviter d'autres épisodes de violence.

Dans chacun des trois cas, au-delà de leurs particularités, les épisodes de violences se placent à des moments différents du mouvement provoqué par la dialectique de la lutte de classe, et peuvent servir d'accélérateur à ce mouvement, ou encore de révélateurs à l'état du rapport de force, alors invisible immédiatement. Dans un cas, la violence permet à la lutte souterraine de passer un palier et d'émerger au grand jour, marquant le début d'un cycle local. Dans un autre, elle accélère la défaite, dans une situation fruit d'une lutte dont l'acmé était passée, marquant la fin d'un cycle local. Enfin, dans le troisième cas, il s'agit d'un épisode parmi d'autres, qui ne marque ni victoire ni défaite d'un camp sur l'autre, mais révèle les contradictions entre les deux camps, et la détermination de chaque protagoniste.

Ces exemples nous permettent de vérifier que l'emploi de la violence (par les prolétaires aussi bien que par leurs ennemis) n'a pas d'effet mécanique et facilement prévisible sur la lutte. Qui plus est, l'étendu des effets n'est pas non plus lié à l'intensité de la violence employée.

27 Joyce Kornbluh. « *Wobblies & hoboes : IWW, agitateurs itinérants aux USA, 1905-1919.* » Montreuil : L'Insomniaque, 2012. P 44.

La thèse principale que nous proposons à la discussion est celle qui veut que l'exercice de la force n'a de valeur stratégique que lorsqu'elle s'avère indispensable pour affirmer le contre-pouvoir ouvrier. La vengeance et l'autodéfense, pourtant inévitables et indispensables dans bien de circonstances, n'ont rien à partager avec cette approche. Sans les opposer à la violence qui dissout les rapports sociaux fondés sur la domination de classe, ces expressions du prolétariat ne contiennent seules aucun contenu et dynamique transformateurs. « *La force est un agent économique*²⁸. »

Pour le prolétariat révolutionnaire, ceci se traduit par la capacité pratique d'interdiction des rapports sociaux capitalistes, par la critique concrète du présent qui se transforme en pouvoir ouvrier. Il est évident que seules des circonstances particulières permettent à l'exercice de la force prolétarienne d'être aussi un exercice de pouvoir. Le présupposé est que la société soit « en travail ». Travail dans le sens de travail avant l'accouchement en reprenant la métaphore de Karl Marx : « *La force est l'accoucheuse de toute vieille société en travail*²⁹. »

Les signes annonciateurs de la fin possible de la vieille société ne sont pas d'ordre « économique » (la crise finale chère à la Troisième internationale³⁰). Ils sont au contraire tous internes aux rapports sociaux, ils sont éminemment politiques. La force est « *l'accoucheuse de toute vieille société qui en porte une nouvelle dans ses flancs; qu'elle soit l'instrument grâce auquel le mouvement social l'emporte et met en pièces des formes politiques figées et mortes*³¹. » Selon Engels, la force est susceptible d'accoucher une nouvelle société avant tout quand le mouvement prolétarien manifeste assez de puissance pour démolir pièce par pièce la construction étatique bourgeoise. Mais pas seulement.

Marx et Engels, dans le Manifeste du parti communiste, précisent que « *si le prolétariat, dans sa lutte contre la bourgeoisie, se constitue forcément en classe, s'il s'érige par une révolution en classe dominante et, comme classe dominante, détruit par la violence l'ancien régime de production, il détruit, en même temps que ce régime de production, les conditions de l'antagonisme des classes, il détruit les classes en général et, par là même, sa propre domination comme classe*³². »

La destruction de l'État doit se doubler de la démolition du régime capitaliste de production et plus globalement des conditions sociales de la société divisée en classes. La violence se qualifie alors d'agent « économique », l'action consciente, « subjective », du prolétariat devient ainsi un rapport social nouveau, non plus fondé sur les classes et leurs antagonismes. En dehors de ce cadre, la violence ouvrière est une manifestation secondaire et éphémère en dépit de l'intensité qu'elle peut manifester. Sorties du plan de pouvoir ouvrier, la vengeance et l'autodéfense s'exposent à toutes sortes de dérives possibles (pas nécessaires cependant), du terrorisme nihiliste à la cruauté aveugle en passant par la subalternité conflictuelle à l'ordre existant.

MC/KpK, le 10 mai 2013

Pour toute correspondance écrire, sans autre mention, à : BP 1666, Centre Monnaie 1000, Bruxelles 1, Belgique.

Consulter les sites Internet de Mouvement Communiste : www.mouvement-communiste.com et de Kolektivně proti kapitálu : <http://protikapitalu.org/>

28 Karl Marx : « *Le Capital 1; section 7; chapitre XXXI.* »

29 Ibidem.

30 Pour une critique des points de vue erronés sur la Crise, voir Lettre de MC n°35 « *La crise fiscale des États à l'heure grecque* » Décembre 2011.

31 Friedrich Engels : « *Anti-Dühring; chapitre IV* ». »

32 Karl Marx - Friedrich Engels : « *Manifeste du parti communiste; Chapitre II : Prolétaires et communistes.* »